VILLE LES AVIRONS

Vers un territoire durable

Extrait N° 4 / du procès-verbal des délibérations du Conseil Municipal

---

Séance ordinaire du 1er mars 2024

L'an deux mil vingt-quatre, le 1er mars à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Commune des AVIRONS, légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de **Monsieur Éric FERRERE, Maire.**

NOTA :

Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la Mairie le

05 MARS 2024

que la convocation du Conseil a été faite le **19 février 2024** et que le nombre des membres en exercice étant de **33**, le nombre des membres présents est de **23**.

Le Maire

MAIRIE DES AVIRONS ★ ILE DE LA REUNION ★

Eric FERRERE

Présents : M. Éric FERRERE – M. Alphonse HOARAU – Mme Line Rose BAILLIF – M. Jean Daniel DENNEMONT – Mme Christelle ETHEVE-VADIER – M. Fabrice PAYET – Mme Reine Claude ROPAULD LENCLUME – M. Frédo FERRERE – Mme Nadia ROCHE LESQUELIN – M. Jean Hugues LESQUELIN – M. Pierrot CANTINA – Mme Suzie CUVELIER – M. Jean Max ROPAULD – Mme Marcella MAZEAU – Mme Lise Marie DANDIN – M. Bruno CORÉE – M. Jean Christophe HOAREAU – M. Laurent LENCLUME – Mme Julia DUBOURG BEGUE – M. Stéphane VARCOURT – Mme Julie Rose MEZINO – Mme Annick SEVERIN – Mme Suzette RIVIERE.

Procurations : Mme Nathalie CALTEAU a donné mandat à Mme Nadia ROCHE LESQUELIN – **Mme Marie Hélène RICQUEBOURG** a donné mandat à M. Frédo FERRERE – **Mme Christine BARET** a donné mandat à Mme Christelle ETHEVE-VADIER – **Mme Séverine MARA** a donné mandat à M. Fabrice PAYET.

Absents : M. Emile PERMALNAICK – M. René VLODY – M. Paul FORT – Mme Colette ANELARD CADERBY – Mme Roseline LUCAS – M. Raphaël RIVIERE.

Secrétaire : Le Maire propose la candidature de **Madame Julie Rose MEZINO** comme **secrétaire de séance.** Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'unanimité, **Madame Julie Rose MEZINO** est désignée pour en assurer les fonctions.

- *Mme Julia DUBOURG BEGUE est arrivée à la mise en discussion de l'affaire n° 3.*
- *Intéressés par l'affaire n° 3, M. Jean Daniel DENNEMONT, Mme Reine Claude ROPAULD LENCLUME, M. Jean Max ROPAULD, Mme Lise Marie DANDIN, Mme Julia DUBOURG BEGUE et M. Jean Christophe HOAREAU ont quitté la salle au moment du débat et du vote.*

& &
&

AFFAIRE N° 4 / **Orientations budgétaires 2024**

- Compte principal

L'article 2312-1 du CGCT amendé par la loi NOTRE du 07 août 2015 stipule que dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport donne lieu à un débat et la délibération doit faire l'objet d'un vote de l'assemblée délibérante.

En outre, dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport doit comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Doit y figurer notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations et du temps de travail.

Par ailleurs, la loi du 22 janvier 2018 précise que le débat d'orientation budgétaire doit préciser les objectifs concernant :

- *L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ;*

- *L'évolution du besoin de financement annuel.*

La délibération doit être transmise, en sus du représentant de l'Etat, au président de l'EPCI.

Dans ce cadre, pour l'année 2024, le Conseil Municipal est appelé à débattre de ce rapport pour les différents comptes de la Commune.

RAPPORT D'ORIENTATIONS 2024

COMPTE PRINCIPAL

A. Quelques données démographiques statistiques sur la Commune *(source INSEE)*

La population légale totale au 1er **janvier 2021** entrée en vigueur au 1/01/24 s'établit à **11 661** habitants.

Densité de la population (nombre d'habitants au km²) en 2020	436,6
Superficie en km²	26,3
Variation de la population : taux annuel moyen entre 2014 et 2020, en %	0,2
Nombre de ménages en 2020	4584
Naissances domiciliées en 2022	143
Décès domiciliés en 2022	82
Nombre total de logements en 2020	5318
Part des résidences principales en 2020, en %	86,2
Part des résidences secondaires (y compris les logements occasionnels) en 2020, en %	3,6
Part des logements vacants en 2020, en %	10,2
Nombre de ménages fiscaux en 2021	4715
Médiane du revenu disponible par unité de consommation en 2021, en euros	20110
Taux de pauvreté en 2021, en %	28
Emploi total (salarié et non salarié)	1865
Taux de chômage des 15 à 64 ans en 2020	24,3

B. Quelques éléments sur le contexte financier national

En 2024, le contexte macroéconomique semble tendre vers une amélioration.

La croissance est estimée à 1,4 % (contre 1 % en 2022). L'inflation, quant à elle, s'établirait à 2,6 % en moyenne annuelle (contre 4,9 % en 2023).

La loi de finances prévoit une baisse du déficit public à 4,4 % du PIB en 2024 pour un montant de 146,9 milliards d'euros (Md€), soit une amélioration de 18 Md€ par rapport au déficit de 164,9 Md€ prévu en LFI 2023.

Le PLF 2024 prévoit également une baisse du ratio de dépense publique en 2024, estimée à 55,3%. Cette baisse s'expliquerait par la sortie progressive des mesures temporaires relatives à la hausse des prix de l'énergie permise notamment par la baisse des prix.

Le taux de prélèvements obligatoires devrait se stabiliser à 44 % du PIB cette année.
Le poids de la dette devrait également se réduire en 2024 pour s'établir à 108,9 % du PIB en 2024 contre 110,2 % en 2023.

Globalement, la loi de finances pour 2024 met l'accent sur la lutte contre l'inflation et la protection du pouvoir d'achat, la baisse du déficit public, et les investissements pour préparer l'avenir et tout particulièrement la transition écologique.

.../...

Pour 2024, le budget de l'Etat est articulé autour de trois chantiers prioritaires :

- ✓ le régalien – armée, police, justice –, en hausse de 4 milliards d'euros,
- ✓ la transition écologique, à hauteur 40 milliards d'euros avec 7 milliards d'euros de crédits supplémentaires,
- ✓ l'éducation et la formation à hauteur de 5,5 milliards d'euros.

S'agissant plus spécifiquement des collectivités locales, la loi de finances prévoit :

Une hausse de la DGF notamment au profit des communes avec :

- ✓ + 5,27 % pour la dotation de solidarité urbaine (DSU)
- ✓ + 7,22 % pour la dotation de solidarité rurale (DSR)
- ✓ Stabilité pour la dotation nationale de péréquation

Par ailleurs, la loi de finances instaure l'obligation pour les collectivités et les groupements de plus de 3.500 habitants de se doter d'un *« budget vert »* c'est-à-dire un document budgétaire présentant l'impact environnemental de leurs dépenses. A partir de l'exercice 2024, ce document présentera dans les collectivités concernées *« les dépenses d'investissement qui, au sein du budget, contribuent négativement ou positivement, à tout ou partie des objectifs de transition écologique de la France ».*

Les collectivités de plus de 3.500 habitants ont aussi désormais la possibilité *« d'identifier et isoler »* la part de leur endettement consacrée à financer des investissements concourant à des objectifs environnementaux (art. 192), ce que l'on appelle couramment la *« dette verte ».*

La loi de finances pour 2024 prévoit par ailleurs la généralisation progressive, d'ici 2027, à l'ensemble du secteur public local du compte financier unique (CFU), qui fait l'objet cette année d'une expérimentation par près de 1.800 collectivités. Pour rappel, en se substituant au compte administratif de l'ordonnateur et au compte de gestion du comptable public, le CFU permet de regrouper en un document unique l'exécution budgétaire et comptable d'une collectivité sur un exercice.

En matière de soutien aux collectivités :

Cette loi de finances augmente à 2,5 milliards d'euros en 2024 (contre 2 milliards l'an dernier) le **fonds vert** destiné à soutenir les investissements des collectivités et de leurs groupements en faveur de la transition écologique. En prévoyant au sein de cette enveloppe un montant de 500 millions d'euros pour le plan de rénovation énergétique et de renaturation des établissements scolaires.

Enfin s'agissant de la revalorisation des valeurs locatives, le coefficient s'établit à 3,9%.

C. Le contexte financier communal

1. En dépenses :

1.1 A l'image des dépenses de l'Etat, l'effort de maîtrise des dépenses réelles de fonctionnement doit être engagé :

L'élaboration du budget primitif 2024 s'inscrit dans le cadre de dotations de l'Etat en légère hausse. Cette hausse ne couvrant toutefois pas l'évolution des dépenses, les charges générales et les dépenses de personnel doivent demeurer un point particulier d'attention.

Pour rappel, nos dépenses réelles de fonctionnement ont connu l'évolution suivante :

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
-1,54%	-0,02%	-0,45%	+10,69%	-4,53%	+1,19%	+7,91%	+ 12,67%

.../...

En 2023, l'évolution des dépenses connaît une hausse conséquente. Le poste charges générales demeure le plus sensible avec une évolution de plus 7,16 %. Les dépenses de personnel évoluent notamment du fait des mesures gouvernementales re-valorisatrices de
+ 4,51 %.

1.2 La maîtrise de la dette via le suivi du ratio de désendettement

Depuis 2018, l'Etat souhaite contrôler l'opportunité du recours à l'emprunt effectué par les collectivités locales de manière à ne pas laisser dériver son impact sur les dépenses de fonctionnement. Il souhaite ainsi mesurer l'autofinancement dégagé en lien avec la maîtrise des dépenses.

Ainsi, les orientations doivent indiquer le ratio de désendettement ou capacité de désendettement qui vise à dire en combien de temps une commune mettrait à rembourser toute sa dette si elle y consacrait l'intégralité de son épargne brute. Ce ratio se mesure en divisant l'encours de dette au 31/12 par l'épargne brute.

Ledit ratio se mesure en années, pour rappel pour atteindre ces objectifs, l'Etat fixe les plafonds à ne pas dépasser. Il fixe une norme autour de l'endettement des communes. Ainsi, pour les communes, le seuil limite est de 11 ans et le seuil critique de 13 ans.

La moyenne 2023 de la commune des Avirons est de 10,22 années. Elle était de 6,19 années en 2022.

Ce ratio nous alerte sur la nécessité de restaurer notre épargne brute et à limiter notre recours à l'emprunt.

2. En recettes :

Fort heureusement en 2024, alors qu'en 2023, le produit de l'octroi de mer était relativement stable, nous sommes en mesure de bénéficier en fonctionnement d'un pourcentage prévisionnel de plus 10,57 % soit plus 735 000,00. Par contre l'enveloppe au titre du FRDE diminue : 22 440,00 en 2024 contre 351 395,00 euros en 2023.

La réforme de la taxe d'habitation s'applique pleinement depuis 2023 ; Les recettes fiscales continuent donc à intégrer le mécanisme de correction qui tend à assurer la non-perte de recettes par la Commune. S'agissant de l'évolution des bases, on peut escompter une hausse de + 3,9 %.

Pour rappel, nos recettes réelles de fonctionnement ont évolué ainsi :

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
+4,8%	-6,35%	-3,94%	+4,58%	-1,53%	+10,77%	-0,86%	+6,88%

Synthétiquement, le contexte financier 2024 est placé sous le signe de la maîtrise des dépenses. Les perspectives doivent être mesurées.

Le budget 2024 va se construire sur les grandes lignes suivantes :

- ✓ **Un niveau d'endettement contrôlé au regard du ratio de désendettement ;**
- ✓ **Une épargne nette à reconstituer ;**
- ✓ **Des dotations en légère hausse ;**
- ✓ **Des bases fiscales tablées sur une évolution de 3,9 % sans augmentation des taux de taxes foncières ;**
- ✓ **Des dépenses de personnel à mettre en vigilance haute notamment du fait des surcoûts générés par les revalorisations diverses ;**
- ✓ **Des efforts continus pour contenir l'évolution des charges générales ;**
- ✓ **Une dynamique d'investissement limitée strictement aux opérations émargeant à des subventions**

Les éléments cités ci-dessus nous conduisent aux perspectives chiffrées ci-dessous détaillées.

a. Rappel de la structure des comptes sur les exercices précédents et évolution budgétaire envisagée : (en KE)

En dépenses réelles de fonctionnement :

ANNEES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Prov 2023	2024	2025	2026
Charges de personnel	8 438	8 591	8 714	8 783	8 808	8 899	9090	9 873	10 319	10 821	11 145	11 368
Evolution	*6,64%*	*1,82%*	*1,44%*	***0,79%***	***0,29%***	***1,03%***	***2,14%***	***8,62%***	*4,51%*	*4,86%*	*3,00%*	*2%*
Charges à caractère général (011)	2 925	2 786	2 705	2 671	2 921	2 396	2 663	2 943	3 154	3 236	3 300	3 360
Evolution	*-5,49%*	*-4,78%*	*-2,86%*	***-1,28%***	***9,41%***	***-18%***	***+11,14%***	***+10,50%***	***7,16%***	*2,6%*	*2,00%*	*1,8%*
Atténuation de produit	247	205	232	206	295	289	294	300	299	300	300	300
Contingent et participations	360	369	351	338	331	354	492	448	408	415	420	425
Subventions versées (dont CCAS)	459	376	324	311	621	933	630	648	1 849	2 092	2 100	2 200
Charges exceptionnelles	146	55	51	**14**	**663**	**151**	**11**	**10**	5	20	20	20
CH Réelles de fonctionnement	12 575	12 381	12 379	**12 322**	**13 640**	**13 022**	**13 179**	**14 222**	**16 025**	**16 884**	**17 285**	**17 673**
Evolution	*2,10%*	*-1 ,54%*	*-0,02%*	***-0,45%***	***+10, 69%***	***-4,53%***	***+1,19%***	***+7,91%***	*+12,67%*	*5,36%*	*2,37%*	*2,24%*

Les dépenses de fonctionnement en 2023 connaissent une hausse importante du fait du contexte inflationniste (augmentation du prix des approvisionnements et mesures salariales compensatrices). En 2024, les répercussions devraient être moindres. L'évolution des charges générales devra être contenue au niveau de l'inflation. La trajectoire proposée est basée sur une hausse maximale moyenne des charges réelles de 5,3 %. Cet objectif devra absolument être tenu pour poursuivre les efforts de rétablissement d'un niveau d'épargne nette correcte.

.../...

En recettes réelles de fonctionnement **((en KE)**

ANNEES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Octroi de mer	5 119	5 320	5 433	5655	**5 612**	**5 844**	6 465	6 907	**6 952**	7 687	8 071	8 313
Evolution	*1,95%*	*4%*	*2,12%*	*4,09%*	***-0,77%***	***4,13%***	*10,61%*	*6,83%*	***0,64%***	*10,57%*	*5%*	*3%*
Contributions directes *(avec compensations fiscales)*	2 099	2 166	2 231	2 349	**2 491**	**2 597**	2 725	2 900	**3 204**	3 329	3 428	3 530
Evolution	*6,28%*	*3,19%*	*3%*	*5,25%*	***3,49%***	***4,25%***	***4,93 %***	***6,42%***	***10,48%***	*3,9%*	*3%*	*3%*
Taxes/ carburants	1 021	1 047	1 183	1 165	**1 073**	**961**	**1 083**	1 083	1 128	1 134	1 134	1 134
DSC	670	165	0	0	**0**	**0**	0	0	**0**	0	0	0
Autres impôts et taxes *(FPIC, Taxes mutations)*	470	743	615	566	**607**	476	628	723	**697**	419	500	550
S/T Impôts et taxes	**9 379**	**9 441**	**9 462**	**9 735**	**9 783**	**9 878**	**10 901**	**11 613**	**11 981**	**12 569**	**13 133**	**13 527**
Evolution	*1,07%*	*0,66%*	*0,22%*	*2,89%*	***+0,49%***	***+0,97%***	*10,35%*	*6,53%*	***+3,17%***	*+4,90%*	*+4,48%*	*+3%*
Dotation forfaitaire	1 276	1 109	1 038	1 023	1 059	1 042	1 034	1 034	1 053	1 127	1 149	1 169
Evolution	*-13,32%*	*-13,09%*	*-6,84%*	*-1,44%*	***3,3%***	***-1,60%***	*-0,77%*	*0%*	***1.8%***	*7,1%*	*2%*	*1,8%*
Compensations contrats aidés	1 886	2 002	1 868	1 038	**870**	836	**952**	1 044	1 059	1 060	1 060	1 060
Evolution	*6,21%*	*5,80%*	*-6,69%*	*-44,44%*	***-16,18%***	***-4%***	*8,78%*	*0,9%*	***0%***	*0%*	*0%*	*0*
Autres recettes *(dont DNP, , partic diverses ,compensations)*	1 431	1 445	1 257	1 451	1 489	1 746	1 660	1 792	1 710	1 710	1 800	1 800
S/T Dotations et participations	**4 593**	**4 556**	4 256	3 407	**3 418**	3 625	**3 646**	**3 870**	**3 822**	**3 897**	**4 009**	**4 029**
Evolution	*7,66%*	*-0,81%*	*-6,58%*	*-19,96%*	***+0,3%***	***+19%***	*0,58 %*	*0,61%*	***-1,2%***	***1.96%***	***2,8%***	***0,5%***
Redevances et recettes diverses (70+75+013)	**666**	**664**	660	604	**650**	**701**	**797**	**835**	**1 739**	**1 939**	**1 950**	**2 000**
Evolution	*-10,98%*	*48,32%*	*-0 ,6%*	*-8,48%*			*13,69%*	*0%*	*108,26%*	*11,50*	*0%*	*2%*
Recettes exceptionnelles	**26**	**663**	107	26	**606**	31	670	**6**	**24**	30	30	**30**
TOTAL RRF	**14 664**	**15 368**	**14 391**	**13 823**	**14 457**	**14 235**	**16 014**	**16 324**	**17 566**	**18 435**	**19 122**	**19 586**
Evolution	***2,39%***	***+4,80%***	***-6,35%***	***-3,94%***	***+4,58%***	***-1,53%***	***+10,77%***	***-0.86%***	***+7,60%***	***+4.95%***	***+3,72%***	***2,42%***

.../...

En 2023, le poids des dépenses a continué à peser du fait des contraintes liées à la hausse du coût des approvisionnements et des nécessaires revalorisations des salaires. En 2024, le contexte inflationniste semble se réguler ce qui nous permet d'envisager des conséquences moindres sur nos charges.

En recettes, nous bénéficions d'une bonne dynamique sur les recettes liées au produit de l'octroi de mer. Les recettes en provenance de l'Etat devraient être en légère augmentation. Toutefois, l'évolution des charges de fonctionnement demeure importante au regard des recettes et le risque est toujours grand de se retrouver en épargne nette négative.

En termes d'analyse budgétaire, ces hypothèses nous conduisent à :

	2015	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**
D.R F	12 575	12 381	12 379	**12 322**	**13 640**	**13 022**	**13179**	**14 222**	**16 025**	16 884	**17 285**	**17 673**
R.R F	**14 664**	**15 368**	**14 391**	**13 823**	**14 457**	**14 235**	**16 014**	**16 324**	17566	18 435	19 122	**19 586**
Excédent brut de fonctionnement	2 089	2 987	2 012	1 501	817	1 213	2 835	2 102	1541	1 551	1 837	1 913
Résultat financier (Pdt-ch)	-306	-293	-264	-268	-273	-237	-231	-213	-275	-266	-297	250
Epargne brute	1 783	2 694	1 748	1 232	544	976	2 604	1 889	1 266	1 285	1 540	1 663
Remboursement du capital de la dette	834	830	817	851	895	938	1 065	1 046	1 100	1 238	1 323	1 245
Epargne nette	949	1 864	931	381	-350	38	1 539	843	166	47	217	418
Recettes propres d'investissement et subventions (hors 1068)	2 642	2 306	1 400	2 982	3 023	4 991	3 487	4 930	8 979	6 000	4 000	4 000
Marge d'autofinancement	3 591	4 170	2 333	3 363	2 673	5 029	5 026	5 773	9 145	6 047	4 217	4 418

La simulation montre qu'une fois le remboursement de la dette effectué, notre marge d'autofinancement se maintient uniquement si nous sommes sur un bon niveau de subventions des investissements.

En 2024, la prospective montre la poursuite de la chute prévisionnelle de l'épargne nette. Il nous faut économiser sur nos charges de fonctionnement pour retrouver une trajectoire équilibrée.

.../...

S'agissant de l'investissement, les réalisations et prévisionnels de réalisations sont les suivants :

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Dépenses d'investissement des chapitres 20,21,23 et 27	5 677	2 526	3 247	5 094	6 576	4 172	8333	7748	9 519	9 400	9 946

En recettes d'investissement, les prévisionnels proposés sont :

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Produit des emprunts	**647**	**1 500**	**1 376**	**2 171**	**1 739**	**1 473**	**1535**	**1 500**
Ressources propres *(FCTVA, Taxe d'amenag, subventions) y/C RAR*	1 401	2 982	3 023	4 991	3487	4930	9 945	6 500
Epargne	**931**	**381**	**-350**	**38**	**1 539**	**843**	**166**	**47**
TOTAL recettes	**2 932**	**4 863**	**4 049**	**7 200**	**6765**	**7246**	**11646**	**8 047**
Résultats de l'exercice (RI-DI)	**-315**	**-231**	**-2527**	**3 271**	**4 272**	**2 359**	**4 012**	**-1 353**
Résultats antérieurs	**2 679** *(2016)*	**2 364** *(2017)*	**2 133** *(2018)*	**-394**	**2 877**	**1 395**	**964**	**3 048**
Résultats finaux	**2 364**	**2 133**	**-394**	**2 877**	**1 395**	**964**	**3 048**	**1 695**

Le fonds de roulement est positif. Le programme d'investissements 2023, bien subventionné, y a contribué. Malgré la faiblesse de l'épargne nette, la Commune affiche des ressources stables et une certaine capacité à faire face à ses besoins de trésorerie

Perspectives à court terme

Il convient, pour 2024, de maintenir un niveau d'épargne positif. Ce maintien passe notamment par une gestion rigoureuse des effectifs communaux et des charges générales mais aussi par un confortement des recettes.

1. **S'agissant des effectifs communaux**

Pour 2024, la prospective prend en compte :

- ✓ Un recours strict aux contrats PEC œuvrant au sein des différents services. Le quota d'appel aux PEC doit se limiter à un maximum de 157 contrats pour l'année ;
- ✓ L'impact des mesures nationales notamment en termes de revalorisation des rémunérations,
- ✓ La prise en compte de l'effet « glissement, vieillesse, technicité » ;
- ✓ L'augmentation prévisionnelle des dépenses ne doit pas dépasser plus de 5%.

Pour rappel la structure des effectifs est la suivante :

	2016	2017	2018		2019	2020	2021	2022	2023
Emplois titulaires	92 Dont 8 A 17 B 67 C	91 Dont 8 A 17 B 67 C	104 Dont 12 A 16 B 76 C		111 Dont 11 A 14 B 86 C	108 Dont 11 A 14 B 83 C	100 Dont 9 A 15 B 76 C	102 Dont 11 A 18 B 73 C	101 Dont 11 A 19 B 71 C
Non titulaires en CDI	44	40	27		18	23	19	18	18
Contractuels en CDD	20	32	39		47	49	58	61	68
Apprentis	4	3	2		0	0	0	0	0
Emplois d'avenir	29	19	2		0	0	0	0	0
PEC	158	142	156		140	130	148	146	145
TOTAL	347	327	330		316	310	325	327	332

En 2023, le temps de travail (agents permanents et non permanents, titulaires et contractuels de droit public) :

- ✓ Temps complet : 126 agents permanents et 54 non permanents
- ✓ Temps non complet : 6 agents permanents et 1 non permanent
- ✓ 2 agents titulaires en disponibilité

En 2024, l'effectif global devrait atteindre un prévisionnel d'environ 345 agents (plus 6 contractuels, plus 4 PEC agents, plus 3 agents permanents).

Budgétairement, la dépense présente les évolutions suivantes :

NATURE	LIBELLES	2015	% EV. 15/14	2016	% EV. 16/15	2017	% EV. 17/16	2018	% EV. 18/17	2019	% EV. 19/18	2020	% EV. 20/19	2021	% EV. 21/20	2022	% EV. 22/21	2023	% EV. 23/22	2024	% EV. 24/23
6218	*Autres personnels extérieurs*	0,00	-100,00%	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!
6331	*Versement de transport*	106 228,00	8,50%	108 134,00	1,79%	108 491,00	0,33%	106 728,00	-1,63%	105 746,00	-0,92%	104 774,00	-0,92%	107 839,00	2,93%	123 395,00	14,43%	130 001,00	5,35%	137 800,00	6,00%
6332	*Cotisations versées au FNAL*	26 571,00	8,48%	27 055,00	1,82%	27 143,00	0,33%	26 712,00	-1,59%	26 458,00	-0,95%	26 233,00	-0,85%	26 988,00	2,88%	29 598,00	9,67%	31 141,00	5,21%	34 255,00	10,00%
6336	*Cotisations cnfpt et cdg*	56 188,84	4,64%	54 860,12	-2,36%	65 698,70	19,76%	69 110,26	5,19%	68 532,28	-0,84%	58 359,02	-14,84%	78 096,29	33,82%	111 989,32	43,40%	118 093,37	5,45%	123 998,00	5,00%
64111	*Rémunération principale personnel titulaire*	1 934 769,20	3,40%	1 946 905,60	0,63%	1 966 574,67	1,01%	2 112 444,59	7,42%	2 229 117,81	5,52%	2 402 694,41	7,79%	2 303 242,07	-4,14%	2 396 512,65	4,05%	2 501 101,62	4,36%	2 701 000,00	7,99%
64112&113	*NBI,supplément familial de trait.et ind.résidence personnel titulaire*	60 797,73	18,60%	64 496,04	6,08%	60 317,98	-6,48%	67 600,17	12,07%	58 932,69	-12,82%	54 567,05	-7,41%	51 383,09	-5,83%	52 447,31	2,07%	53 324,84	1,67%	54 298,00	1,82%
64114	*indemnités inflation titulaires(erreur imputation)*	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0	#DIV/0!
64118	*Autres indemnités personnel titulaire*	1 149 324,73	3,22%	1 167 843,03	1,61%	1 193 053,74	2,16%	1 301 607,08	9,10%	1 416 720,13	8,84%	1 540 998,45	8,77%	1 486 171,39	-3,56%	1 537 954,46	3,48%	1 592 959,93	3,58%	1 624 818,00	2,00%
64131	*Rémunérations personnel non titulaire*	1 059 879,39	-3,79%	1 134 922,68	7,08%	1 249 942,98	10,13%	1 464 067,56	17,13%	1 325 356,43	-9,47%	1 312 219,25	-0,99%	1 540 218,54	17,38%	1 921 362,12	24,75%	2 048 670,26	6,63%	2 163 000,00	5,58%
64134	*indemnités inflation non titulaires(erreur imputation)*	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0	#DIV/0!
64136	*Indemnites de préavis et de licenciement personnel non titulaire*		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!
64162	*Emplois d'avenir*	527 708,28	67,30%	467 595,33	-11,39%	420 801,85	-10,01%	154 855,48	-63,20%	15 211,68	-90,18%	0,00	-100,00%	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0	#DIV/0!
64164	*indemnités inflation empl insertion(erreur imputation)*	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0	#DIV/0!
64168	*Autres emplois d'insertion*	1 762 789,06	7,62%	1 799 107,60	2,06%	1 720 756,23	-4,36%	1 567 232,53	-8,92%	1 692 064,19	7,97%	1 507 397,44	-10,91%	1 546 311,50	2,58%	1 761 993,96	13,95%	1 830 237,15	3,87%	1 900 000,00	3,81%
6417	*Rémunérations des apprentis*	26 807,82	123,99%	36 698,08	36,89%	31 527,01	-14,09%	18 966,13	-39,84%	13 090,32	-30,98%	0,00	-100,00%	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0	#DIV/0!
6451	*Cotisations à l'urssaf*	577 621,00	3,12%	604 686,00	4,69%	750 515,00	24,12%	787 219,00	4,89%	763 670,00	-2,99%	774 336,00	1,40%	836 057,00	7,97%	786 126,75	-5,97%	833 542,00	6,03%	874 000,00	4,85%
6453	*Cotisations aux caisses de retraites*	768 282,06	6,05%	782 615,97	1,87%	797 803,11	1,94%	830 302,92	4,07%	853 680,33	2,82%	888 106,40	4,03%	869 587,97	-2,09%	913 944,89	5,10%	955 743,80	4,57%	974 857,00	2,00%
6454	*Cotisations aux assedic*	213 803,00	10,42%	222 116,20	3,89%	216 764,00	-2,41%	152 839,00	-29,49%	123 135,80	-19,43%	113 787,91	-7,59%	124 444,82	9,37%	142 303,56	14,35%	150 745,88	5,93%	160 000,00	6,14%
6455	*Cotisations pour assurance personnel*	46 319,44	2,05%	43 759,08	-5,53%	59 025,63	34,89%	62 882,92	6,53%	70 392,54	11,94%	73 093,26	3,84%	73 535,43	0,60%	74 759,86	1,67%	50 748,36	-32,12%	50 748,36	0,00%
6456	*Versement au fnc du supplément familial*	70 158,91	29,28%	85 776,39	22,26%	15 043,00	-82,46%	17 145,00	13,97%	18 157,00	5,90%	20 481,00	12,80%	20 955,00	2,31%	20 716,00	-1,14%	19 532,00	-5,72%	19 532,00	0,00%
6457	*Cotisations sociales liées a l'apprentissage*	1 561,00	140,15%	2 214,00	41,83%	1 939,00	-12,42%	1 160,00	-40,18%	829,00	-28,53%	0,00	-100,00%	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!
6472	*Prest.familiales directes*	21 704,34	-9,44%	14 921,67	-31,25%	1 482,65	-90,06%	0,00	-100,00%	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!
6475	*Médecine du travail-pharmacie*	27 176,09	9,43%	27 187,61	0,04%	27 578,28	1,44%	27 440,73	-0,50%	27 170,34	-0,99%	21 989,34	-19,07%	24 895,77	13,22%	269,35	-98,92%	736,00	173,25%	1 000,00	35,87%
6478	*Autres charges sociales diverses*	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	14 633,36	#DIV/0!	0,00	-100,00%	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!
64832	*Contributions au fonds compensation de cpa*		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!
6488	*Autres*		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!	2 073,70	#DIV/0!	2 073,70	0,00%
TOTAL		**8 437 689,89**	6,64%	**8 590 894,40**	1,82%	**8 714 457,83**	1,44%	**8 782 946,73**	0,79%	**8 808 264,54**	0,29%	**8 899 036,53**	1,03%	**9 089 725,87**	2,14%	**9 873 373,23**	8,62%	**10 318 650,91**	4,51%	**10 821 380,06**	4,87%

.../...

2. Evolution et caractéristiques de l'endettement :

L'encours de dette au 1/01/2024 s'établit à 12 506 016,66 euros soit 1072,46 euros par habitant.

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Encours au 31/12	8 823	8 606	9 256	9 737	10 970	11 644	12 071	12 506
CAF	2 694	1 748	1 232	543	976	2 689	1 890	1 224
Ratio de capacité de désendettement	3,28	4,92	7,51	17,91	11,24	4,33	6,38	10,22

En termes de structure, l'encours compte :

- Emprunts à taux fixe : 67,1 %
- Emprunts à taux indexé livret A ou TAG : 32,9 %

Le tableau d'évolution de la dette est annexé au présent rapport.

Pour l'année 2024, l'annuité, sur cette base, s'élèvera à :

- Capital : 972 705.86
- Intérêts : 272 100,55

3. Opérations d'investissements

Globalement, la Commune escompte, pour 2024, sur un budget global annuel de 16 885 000 euros en fonctionnement et 10 700 000 millions en investissement.

En investissement, les orientations proposées sont celles retracées au tableau ci-dessous.

Il est également nécessaire d'acter le travail poursuivi avec les autres partenaires institutionnels pour disposer d'une vision globale des actions proposées.

Ainsi :

Avec la CIVIS :

- Poursuite de la mise en place du programme Petite Ville de Demain en vue de travailler sur la transformation de la ville avec notamment le financement du coût du chef de projet.
- Poursuite des actions nécessaires à l'implantation d'une déchetterie sur le territoire, à la création de zones économiques, à l'implantation de kiosques à caractère économique,
- Poursuite de la collaboration pour que la Commune continue à disposer d'un cadre environnemental correct : déchets, économies d'eau, développement de dispositifs de récupération des eaux pluviales, assainissement des eaux usées ;
- Poursuite de la démarche Porte de Parc et notamment sur 2024 :
  - L'aménagement et la valorisation de points d'intérêts sur le Tévelave
  - L'implantation de la signalétique
  - L'accompagnement au développement d'activité écotouristique

Avec le Conseil Départemental :

- ✓ Récupération au maximum des arbres pour alimenter nos pépinières communales ;

.../...

- ✓ Etudes de programmation PRODEO ;
- ✓ Développement d'un projet de mise en valeur de la biodiversité sur le Tévelave ;
- ✓ Poursuite du travail engagé avec le Conseil Départemental pour la délocalisation du collège Adrien Cadet.
- ✓ Etudes trottoirs Chemin de Ligne, Chemin Kerbel, Route des Poivriers

Avec l'EPFR :

- ✓ Poursuite du partenariat avec l'EPFR pour maîtriser le foncier phare pour la Commune.

La Commune, pour sa part,

- ✓ Poursuit l'élaboration de la révision de son PLU ;
- ✓ Poursuit l'accroissement de l'action sociale au profit des personnes les plus défavorisées et fragilisées. ;
- ✓ Poursuit son soutien au développement de l'activité économique pour la création d'emplois en encourageant des porteurs de projets à s'implanter sur le territoire ;
- ✓ Poursuit le développement du territoire en améliorant le cadre de vie des habitants ; Cette orientation passe notamment par une action sur le réseau routier, par la création d'espaces publics mais aussi par l'offre d'équipements publics.
- ✓ Les investissements communaux programmés en 2024 sont listés au document ci-joint.

.../...

Les opérations d'investissement :

	2024	2025	2026
FONCIER			
Remboursement EPFR portages	404 000, 00	396 000,00	345 000,00
Acquisition foncière Ruelle Carméry	300 000,00		
Acquisition foncière futur Collège	1 900 000,00		
Rachat de l'espace foncier avec l'EPFR (ex-terrain BEGUE)	226 596,00		
Acquisition terrain Gontrand	30 000,00		
Acquisition foncière élargissement chemin bateau (terrain Ghanty)	45 000,00		
Poursuite révisions PLU	40 000,00		
SOUS/TOTAL	**2 945 596,00**	**396 000,00**	**345 000,00**
VOIRIE ET PARKING			
Etudes			
Sentier bihel	40 000,00	600 000,00	
Sentier zézé	20 000,00	500 000,00	
Etudes désenclavement du quartier Persée		40 000,00	1 000 000,00
Réalisation d'une jonction à l'arrière des services techniques Tévelave	20 000,00	400 000,00	
Poursuite Etudes chemin du Cap	50 000,00		1 200 000,00
Elargissement et trottoirs chemin n°1	50 000,00		600 000,00
Etude modernisation Antoine Zettor	40 000,00	1 000 000,00	
Etudes de modernisation Chemin Parc à Moutons		50 000,00	
SOUS/TOTAL	**220 000,00**	**2 590 000,00**	**2 800 000,00**
Travaux			
Travaux Ruelle Carméry	1 200 000,00		
Chemin Bateau (restes à réaliser)	1 150 000,00		
Chemin René Vitry (restes à réaliser)	450 000,00		
Travaux sentier Nénel	270 000,00		
Programme de mise en œuvre d'un revêtement sur l'existant (ruelle des Mandarines, Chemin Bellecombe-partie haute, portions chemin la croix, rue du stade, rue des bohinias)	200 000,00		
SOUS/TOTAL	**3 270 000,00**		
ESPACES PUBLICS			
Etudes			
Etude pré-opérationnelle village forestier (restes à réaliser)	44 000,00		
Aménagement d'un site patrimonial d'intérêt historique avéré pour la valorisation de la mémoire du Père Martin	45 000,00	970 000,00	

.../...

Réalisation d'une aire de jeu au Tévelave (chemin Emilien Grondin)	50 000,00	1 100 000	
Réalisation d'une aire de jeux au centre-ville		800 000	
Etude de mobilité PVD	70 000,00		
Etudes préalables création du cimetière	20 000,00		100 000,00
Etudes préalables école du Tévelave			90 000,00
SOUS/TOTAL	**229 000**	**2 870 000**	**190 000,00**
EQUIPEMENTS SPORTIFS ET ANNEXES			
Réfection de la piste d'athlétisme	33 000,00		
Récupération des eaux pluviales du Complexe Sportif	250 000,00		
Etudes et travaux réouverture sentier Deveaux	50 000,00		
SOUS/TOTAL	**333 000,00**		
BATIMENTS PUBLICS			
Etudes			
Poursuite des études pour la création d'un bâtiment administratif police municipale et CCAS	300 000,00	2 400 000,00	
Poursuite des études pour la réhabilitation de l'hôtel de ville		250 000,00	3 000 000,00
Etudes pour la réalisation d'une maison de quartier chemin Fonds Maurice	50 000,00		300 000,00
SOUS/TOTAL	**350 000,00**	**2 650 000,00**	**3 300 000,00**
Travaux			
Rénovation thermique Ecole Paul Hermann	1 100 000,00		
Réfection de la toiture de l'église du centre-ville	500 000,00		
Réfection de la toiture de l'église du TEVELAVE		330 000,00	
SOUS/TOTAL	**1600 000,00**	**1 090 000,00**	
GROS MATERIELS			
Acquisition de matériel roulant	300 000,00	150 000,00	
Acquisition de mobilier et équipements pour les services communaux	200 000	200 000	200 000
SOUS/TOTAL	**500 000,00**	**350 000,00**	**200 000,00**
Remboursement en capital de la dette	**1 238 128**	**1 322 711**	**1 245 657**
TOTAL GEN	**10 685 724,00**	**11 268 711**	**8 080 657,00**

En recettes de subventions escomptées, pour l'année 2024, la Commune peut escompter une enveloppe globale : 6 491 000,00

FCTVA	1 500 000,00
FRDE	22 440,00
Fonds de concours	300 000,00
Taxe d'aménagement et autres fonds	200 000,00
Conseil Départemental PST 2	
Foncier collège	1 540 000
Travaux ruelle Carméry	686 000
Maîtrise d'œuvre police/CCAS (RAR)	153 000
Etat	
Chemin Bateau (restes à réaliser)	726 113
Travaux rénovation thermique école Paul Hermann	
DETR	314 400
FOND VERT	410 000
Eglise du centre-ville (en attente) :	400 000
CIVIS et Office de l'eau	
Récupérateur eaux de pluie	110 000
Banque des territoires	
Etude de mobilité :	56 000
Autres	75 000

Il nous faut avancer sur nos études pour pouvoir disposer des dossiers techniques et pouvoir solliciter l'octroi de subventions supplémentaires.

Dans l'immédiat, la Commune ne prévoit pas d'engagements pluriannuels.

Au regard de ces données prévisionnelles, le Conseil est invité à :

- Prendre acte du rapport sur lequel se tient le débat d'orientations,
- Débattre des orientations budgétaires du compte principal pour l'année 2024,
- Prendre acte de la tenue du débat,
- Approuver les orientations et à les fixer telles que présentées tant pour l'investissement que pour le fonctionnement.

Après discussion et débat, le Conseil Municipal, **à l'unanimité** :

- Prend acte du rapport sur lequel se tient le débat d'orientations,
- Débat des orientations budgétaires du compte principal pour l'année 2024,
- Prend acte de la tenue du débat,
- Approuve les orientations et les fixe telles que présentées tant pour l'investissement que pour le fonctionnement.

Le Maire certifie que le présent document a été reçu à la Sous Préfecture de ST-PIERRE
LE 05 MARS 2024

Et les membres ont signé.

Pour expédition conforme,

Le Maire

MAIRIE DE SAVIRON ★ ILE DE LA REUNION ★

Eric FERRERE

Publiée le : 06 MARS 2024

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de La Réunion (Tribunal administratif de La Réunion ; 27, rue Félix Guyon, CS 61107, 97404 Saint-Denis Cedex ; Tél. : 02 62 92 43 60 ; Fax : 02 62 92 43 62 ; greffe.ta-st-denis-de-la-reunion@juradm.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.